



Yannick MAREC, *Pauvreté et protection sociale...*

Vincent Viet



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/histoiremesure/3123>

ISSN : 1957-7745

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 18 juillet 2008

Pagination : 208-212

ISBN : 978-2-7132-2193-4

ISSN : 0982-1783

Référence électronique

Vincent Viet, « Yannick MAREC, *Pauvreté et protection sociale...* », *Histoire & mesure* [En ligne], XXIII - 1 | 2008, mis en ligne le 09 décembre 2008, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/histoiremesure/3123>

Ses résultats peuvent aussi servir de base à des réflexions comparatistes pour des périodes plus anciennes, pour lesquelles des séries quantitatives font cruellement défaut. Par exemple, les données comptables mises en avant sur le travail gratuit des serfs et des *bobils* dans des ateliers pourraient éventuellement servir de repère pour réfléchir au coût du travail servile dans l'Antiquité, d'autant que l'organisation administrative des monastères russes rappelle celle de certains grands domaines d'Égypte romaine.

Gérard Minaud

Yannick MAREC, *Pauvreté et protection sociale aux XIX^e et XX^e siècles. Des expériences rouennaises aux politiques nationales*, PUR, Coll. Carnot, 2006, 404 p.

Dans sa thèse d'État¹, publiée en 2002, Yannick Marec s'était consacré à une histoire totale de la protection sociale des « gens de rien »², circonscrite à l'une des premières cités industrielle et commerçante de France, la ville de Rouen. Il avait examiné tous les rouages de cette protection, démontant, avec la précision d'un horloger que la longue durée n'émeut guère, les mécanismes qu'elle avait inlassablement animés. Sa curiosité l'avait conduit, qui plus est, à étudier les réseaux philanthropiques impliqués dans les œuvres sociales, ainsi que les réactions des syndicats et partis face à la philanthropie libérale ou républicaine. Une intelligence à la fois fonctionnelle et incarnée des institutions de bienfaisance en était résultée, révélant, à partir des années 1881-1887, l'existence d'un « système rouennais », soucieux de donner la priorité aux soins à domicile, quand la médicalisation de l'hôpital se faisait déjà insistante.

Tout en s'y reportant à plusieurs reprises, ce nouvel ouvrage va bien au-delà de la description méthodique du système rouennais. Il s'appuie sur des recherches menées depuis plusieurs décennies, qui, au fil des commandes et des colloques, ont fourni matière à de nombreux articles. En réunir dix-sept, dont certains datent du tout début des années 1980, relevait d'une gageure. Et pourtant, le résultat ne manque ni d'attraits ni d'ambition. Dépoussiérés et revisités par les apports les plus récents de la recherche, les textes rassemblés témoignent du souci d'approcher les multiples facettes des politiques sociales en faisant varier les échelles d'analyse, quitte à puiser des éléments de comparaison dans d'autres villes françaises et européennes.

Le ton est donné en prologue par un rapport présenté au colloque « Les plus pauvres dans la démocratie », organisé en 1989 par le mouvement international ATD Quart Monde et l'Université de Caen. Son auteur y souligne le caractère très relatif

1. Y. MAREC, *Bienfaisance communale et protection sociale à Rouen (1796-1927). Expériences locales et liaisons nationales*, Paris, Association pour l'étude de l'histoire de la Sécurité sociale, La Documentation française, 2002, 2 vol., 1362 p.

2. Pour reprendre le titre d'un ouvrage d'André GUESLIN, *Les gens de rien. Une histoire de la grande pauvreté dans la France du XX^e siècle*, Fayard, 2004, 456 p.

de la grande pauvreté dont les critères servant à l'identifier et à la mesurer sont souvent définis en fonction de considérations (morales, politiques, idéologiques, économiques) et de représentations sociales, étrangères à son vécu. C'est que la stigmatisation, le contrôle social et l'exclusion, autant d'ailleurs que le souci politique de minimiser le phénomène, ne sont jamais bien loin de la misère, y compris dans les régimes démocratiques épris des droits de l'homme³. Faut-il dès lors lui opposer une protection ou une politique sociale qui mobilise des œuvres charitables et philanthropiques, des mouvements d'entraide et des institutions sociales ? Yannick Marec n'en fait pas mystère, qui, confronté à l'entrelacs difficilement déchiffrable de la protection sociale, prend le parti d'en isoler certains instruments ou dispositifs afin de mieux comprendre, les ressorts, le fonctionnement et les effets qu'ils peuvent avoir sur les populations. Très souvent la description et l'analyse du fonctionnement d'une institution sociale délivrent, comme le Tour ou le Mont-de-Piété (« baromètre de la misère publique »), des informations précieuses sur le profil et les manières de vivre des populations contraintes d'y recourir. L'auteur n'en oublie pas les fonctions connexes de la prévoyance, jamais très éloignées des préoccupations de rentabilité et de productivité de la bourgeoisie : l'éducation des pauvres qui suppose de séparer le bon grain de l'ivraie, tout en restant attaché au caractère conditionnel et facultatif de la plus part des protections proposées (la mutualité en est un exemple topique) ; le contrôle social qui permet, comme le confirme l'usage des passeports gratuits pour indigents, de réguler les poussées de misère ; l'acculturation des valeurs bourgeoises dont la caisse d'épargne se fit le complaisant vecteur ; et, enfin, les facilités financières proposées par certaines institutions qui pouvaient, à l'image du Mont-de-Piété, « constituer une sorte d'établissement de prévoyance pour des personnes dont la situation était trop précaire pour leur permettre d'épargner durablement ».

Pour peu qu'on prenne la peine de repérer les césures chronologiques les plus fréquentes, un tournant dans la protection sociale s'est assurément produit sous la Troisième République, au cours des années 1880-1914. Bien des signes l'attestent : la cristallisation et l'affirmation du système rouennais qui disparaîtra en 1927 ; un renouveau de l'assistance publique désormais motivée moins par la pauvreté que par une privation temporaire de ressources consécutive à la maladie, l'âge, la maternité ou les charges de famille ; l'émergence d'une « nébuleuse réformatrice républicaine »⁴ à laquelle appartiennent sans conteste un Paul Guyesse ou un Henri Vermont dont Yannick Marec brosse avec brio le portrait ; et, surtout, une nouvelle configuration politico-administrative marquée par une « paradoxale complémentarité entre un État centralisé et une haute fonction publique en voie de constitution d'un côté, et des pouvoirs locaux forts et relativement indépendants

3. Des approches convergentes et très utiles in P. STROBEL, *Penser les politiques sociales*, L'Aube, 2008, et C. BEC, *De l'état social à l'État des droits de l'homme*, PUR, 2007.

4. L'expression est de B. DUMONS & G. POLLET, *L'État et les retraites. Genèse d'une politique*, Belin, 1994.

et autonomes quant à leurs capacités d'innovation en matière d'action publique »⁵. Tous ces éléments auraient nécessité, à nos yeux, bien plus qu'une dispersion de résultats dans plusieurs contributions : un chapitre de synthèse et une réflexion sur la manière dont la protection sociale contemporaine s'est construite en France. Si celle-ci s'est d'abord développée sur le terrain de la pauvreté ou sur les marges de la société - c'est-à-dire là où les formes d'assistance privée et publique avaient le plus de chance de rencontrer leurs bénéficiaires -, son évolution dans un espace enfin démocratisé à partir du dernier tiers du XIX^e siècle s'est ensuite ressentie des relations complexes entre la structure sociale de l'ensemble de la population française et toutes les formes de protection alors disponibles. Il s'agirait dès lors de faire le lien entre le socle sociologique de la culture politique républicaine, et une histoire de l'État-providence qui s'écrit le plus souvent à travers le prisme réducteur d'une seule grande technique de protection (l'assistance privée et publique ou, pour un François Ewald, l'assurance), en partant des marges de la société française (les classes salariées modestes ou les indigents) bénéficiaires de cette protection. Sans doute faut-il, comme l'ont récemment fait certains auteurs⁶ séduits par les remarquables intuitions d'Henri Hatzfeld⁷, consentir à quitter ces marges qui ne reflètent pas la réalité sociologique totale de la société française pour s'intéresser aux formes de protection dont bénéficie le cœur même de cette société⁸ ?

Une telle posture suppose d'avoir, comme Yannick Marec, une vision très large de la protection sociale, dont l'histoire ne saurait se limiter à l'étude de ses formes obligatoires. Mais peut-être convient-il d'aller plus loin encore ! De récents travaux plaident, sans toujours y parvenir, en faveur d'un décloisonnement et d'une généalogie de ses branches institutionnellement constituées⁹ qui entretiennent entre elles des connexions nombreuses, mais trop souvent occultées : la protection légale des travailleurs dont les premières manifestations datent de la monarchie de Juillet, la protection de la santé publique et, entendue dans son sens le plus extensif de réduction et de socialisation des incertitudes de l'existence, la protection sociale.

5. B. DUMONS & G. POLLET, « Espaces politiques et gouvernements municipaux dans la France de la III^e République. Éclairage sur la sociogenèse de l'État contemporain », *Politix*, vol. 14, n° 53, 2001.

6. M. DREYFUS & alii (dir.), *Se protéger, être protégé. Une histoire des assurances sociales en France*, PUR, 2006. Et notre contribution « Les cultures politiques de la protection sociale jusqu'à la création de la Sécurité sociale » in R. BAUDOI & alii (dir.), *Un professeur en république. Mélanges en l'honneur de Serge Berstein*, Fayard, 2006, p. 239-247.

7. H. HATZFELD, *Du paupérisme à la Sécurité sociale. Essai sur les origines de la sécurité sociale en France 1850-1940*, Paris, Armand Colin, 1971.

8. Et sans doute même aux franges sociales les mieux loties (cf. sur ce point, Th. PI-KETTY, *Les Hauts Revenus en France au XX^e siècle. Inégalités et redistributions 1901-1998*, Grasset, 2001).

9. Voir l'introduction de l'ouvrage dirigé par A. CHATRIOT & alii (dir.), *Les politiques du travail. Acteurs, institutions, réseaux*, coll. « Pour une histoire du travail », PUR, 2006.

Prétendre, par exemple, que la « pauvreté » conduit à la protection du travailleur, comme le laisse entendre le sous-titre « du pauvre au travailleur assujetti » (p. 288) n'est pas totalement convaincant pour qui s'intéresse à la généalogie de la protection légale des travailleurs, dont les premières manifestations remontent à la monarchie de Juillet (loi du 22 mars 1841 relative au travail des enfants employés dans les manufactures, usines et ateliers). Ce premier droit du travail d'origine publique conviait *aussi*, malgré son caractère de protection non garantie, à la protection sociale. La loi du 2 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes, présentée aux organisations ouvrières par les inspecteurs du travail dont l'existence date précisément de cette loi, offre du reste l'originalité de consacrer la primauté du lien contractuel sur celui du rattachement à la commune, tout en confiant à celle-ci le soin d'enregistrer les assujettissables et les « facultatifs ».

Cela implique aussi d'être attentif à l'évolution de la structure sociale et aux facteurs qui ont pu entraîner ses mutations intrinsèques. Comment ne pas voir, par exemple, que la Première Guerre mondiale, avec les tensions inflationnistes qu'elle a générées, a eu un impact très important sur la société française, non seulement parce qu'elle a disqualifié les rentiers et les épargnants, mais aussi parce qu'elle a amplifié le développement du salariat en substituant aux couches moyennes non salariées qui formaient l'assise sociologique du régime républicain, de nouvelles couches salariées ? Elle a, d'une certaine façon, obligé les pouvoirs publics à privilégier, parallèlement à l'assistance – notamment militaire –, la protection obligatoire de nature contributive et assurantielle qui existait déjà avant 1914, à travers les retraites ouvrières et paysannes. Si controversée fût-elle, la double cotisation ouvrière et patronale obviait aux effets de l'érosion monétaire qui affectait l'épargne.

Cela conduit enfin à se saisir des différents niveaux d'intervention des politiques sociales qui ont pu, comme le montre avec finesse Yannick Marec, varier dans la durée et de manière quasi dialectique entre le centre, les communes et le département, avec entre eux de fortes disparités. Il est clair, par exemple, que la Grande Guerre a entraîné, par ses conséquences sociales et sanitaires, une déterritorialisation et, par là même, une sectorisation des politiques sociales. Si l'on adopte cette posture, l'évolution du degré d'adéquation des formes de protection sociale à la structure sociale devient l'objet et l'enjeu d'une histoire politique, culturelle et sociétale de l'État-providence¹⁰.

La quatrième partie de l'ouvrage consacrée à la ville, comme « acteur social » fait, d'une certaine façon, écho à cette dernière préoccupation. Son premier chapitre nous livre, en effet, des clefs de compréhension concernant l'évolution des espaces d'intervention des politiques sociales depuis les années 1790 et la combinaison des logiques de protections sous-tendant l'assistance, l'assurance et la prévoyance. Loin d'être l'expression d'un retard français, que les partisans des assurances

10. Voir notre contribution : « Les cultures politiques de la protection sociale jusqu'à la création de la Sécurité sociale », *op. cit.*

sociales invoqueront plus tard tout en jurant de faire disparaître l'assistance, ce bouquet de protections était bien, comme l'écrit Yannick Marec, un « gage d'efficacité », voire de régulation sociale. Le dernier chapitre est l'occasion pour l'auteur de frotter ses observations à celles d'autres universitaires et chercheurs, emportés par l'impérieux courant transnational des recherches sur les politiques sociales urbaines. Il en découle de remarquables convergences chronologiques entre les villes européennes de dimension comparable qui se sont résolument investies dans les politiques sociales.

La richesse de l'ouvrage ne doit pas au demeurant éclipser tout l'intérêt que revêt un itinéraire intellectuel, assumé au bout de plusieurs décennies de recherche et de publications. C'est une œuvre jamais satisfaite qui se dévoile en définitive, exigeante en tant qu'elle cherche à subsumer le microcosme social de Rouen en s'ouvrant, comme pour mieux y revenir, sur des horizons plus lointains.

Vincent Viet

Pierre BAYART, *La méridienne de France et l'aventure de sa prolongation jusqu'aux Baléares*, préface de Jean-Claude Pecker, Paris, L'Harmattan, 2007, 250 p.

L'objet annoncé par le titre et la quatrième de couverture du livre de Pierre Bayart est la relation des péripéties de la prolongation de la méridienne de France, de Barcelone aux Baléares, par les deux jeunes astronomes Jean-Baptiste Biot et François Arago, de 1806 à 1808. L'auteur nous conte le parcours semé d'embûches des deux scientifiques aux prises avec les difficultés inhérentes à ce type de mesure aux XVIII^e et XIX^e siècles (méfiance des populations, mauvaises conditions météorologiques), mais également avec une situation de crise politique (les troupes de Napoléon pénètrent en Espagne pendant l'opération).

Conter est le terme approprié, car Pierre Bayart prend le parti du récit chronologique et ne cherche à aucun moment à problématiser son propos. Il décrit la vie quotidienne des deux protagonistes, les lieux dans lesquels ils résident, les notables qu'ils rencontrent, les navires qu'ils utilisent. Il privilégie les anecdotes auxquelles Arago lui-même avait réservé une large place dans son *Histoire de ma jeunesse*, publiée à titre posthume dans ses *Œuvres complètes* en 1854.

Afin de mener à terme son entreprise, Pierre Bayart a consulté une importante documentation primaire dont les références sont fournies dans la bibliographie. Certaines pièces essentielles, dont des lettres de Biot et d'Arago, sont mêmes intégralement retranscrites en annexe.

Malheureusement, l'auteur n'a pas pris la précaution de réunir une réelle information scientifique sur la géodésie et l'astronomie du moment. Nous sommes étonnée d'affirmations aussi hasardeuses que : « Picard mesura l'arc Paris-Amiens en 1669 puis Lacaille et Cassini, par deux fois, l'arc Paris-Collioure en 1683 et 1737 » (p. 21). La simple consultation d'une encyclopédie aurait appris à Pierre